

«On assiste à un véritable retour aux méthodes antérieures»

Malmenés et conduits manu militari à la Direction Régionale de la Sûreté de Nouakchott, les responsables de l'Alliance pour la Justice et la Démocratie (AJD) sont revenus sur ce qu'ils considèrent comme des exactions policières commises à l'endroit des membres d'un parti politique légitimement reconnu. Entouré du trésorier de l'AJD, d'un conseiller du secrétaire général et du secrétaire chargé des relations extérieures, M.Bâ Abdoul Aziz, chargé de communication a tenu à faire part, lors de la conférence de presse organisée le vendredi 23 décembre dernier, de l'indignation de son parti.

Depuis plusieurs semaines, l'AJD a initié une longue série de sit-in pour pousser les autorités de transition à prendre plus en considération le dossier du passif humanitaire et celui des déportés, explique-t-il en substance. Des manifestations ont été initiées dans ce sens au niveau du Commissariat aux droits de l'Homme, à la lutte contre la pauvreté et à l'Insertion et depuis quelque temps devant les locaux de la Primature. Leur slogan : «reconnaître la mauritanité des déportés, faciliter leur retour organisé, indemniser les veuves et les orphelins, traduire les auteurs impliqués dans le dossier du passif humanitaire du régime déchu...».

« Notre discours est connu, c'est le même et on n'a jamais changé de ligne politique. Les autorités le savent. Alors pourquoi cette brutalité à notre endroit alors que notre démarche est parfaitement légale, aussi bien du point de vue constitutionnel que de la loi relative aux manifestations publiques ? » s'interroge Bâ Abdoulaye. Au niveau de la police, la controverse a tourné, ajoute-t-il, autour de l'interprétation de l'article relatif aux manifestations publiques, « L'article en question, explique-t-il, parle de notifi-

cation au Wali de Nouakchott, un point un trait. Mais la police semble avoir une autre lecture, car d'après le commissaire, la notification doit être suivie d'une autorisation. On avait cru fini l'époque d'exception et la restriction des libertés. S'il faut subordonner toute activité des partis politiques à des autorisations qui peuvent ne pas venir, autant nous dire que c'est un véritable retour aux méthodes antérieures. » souligne-t-il.

Bâ Abdoulaye a expliqué que lui et ses camarades ont été retenus pendant quatre heures de temps à la police avant d'être libérés. Leurs amis du Bloc sont arrivés à la rescousse et les discussions sont restées suspendues sur l'interprétation de l'article en question.

Pour Bâ Abdoulaye, il est hors de question de léguer ces dossiers au prochain gouvernement, insistant sur l'urgence de lancer les prémises d'une solution, ne serait-ce que rétablir la confiance

Trois responsables de l'Alliance pour la justice et la démocratie (AJD) ont été interpellés, jeudi, par la police mauritanienne

Les personnes interpellées, qui sont encore retenues à la direction régionale de la Sûreté de Nouakchott, ont été arrêtées par la police alors qu'elles tenaient un sit in devant les locaux de la Primature, a déclaré Bâ Aboubakry, secrétaire chargé des Relations extérieures de l'AJD.

Le secrétaire général de AJD, Diallo Alpha et deux des membres du parti (Bâ Abdoul Aziz et Sarr Mamadou) participaient à cette manifestation pour réclamer le retour au pays de réfugiés et déportés mauritaniens vivant encore au Sénégal et au Mali.

L'Alliance pour la justice et la démocratie (AJD), qui soutient le programme de la transition en cours en Mauritanie depuis début août 2005, est en désaccord avec les nouvelles autorités sur le point concernant le retour organisé des réfugiés et déportés mauritaniens et la gestion du passif humanitaire hérité du régime de Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya.

Un sit-ing sera organisé tous les lundi devant la primature.